

<b>Diplôme</b>	<b>Licence professionnelle</b>	
<b>Mention</b>	Activités juridiques – Assistant juridique	
<b>Numéro d'accréditation</b>	20160350	
<b>Etablissements co-accrédités</b>	<input type="checkbox"/> Université Claude Bernard Lyon 1 <input type="checkbox"/> Université Lumière Lyon 2 <input type="checkbox"/> Université Jean Moulin Lyon 3 <input type="checkbox"/> Université Jean Monnet <input type="checkbox"/> Ecole Normale Supérieure de Lyon <input type="checkbox"/> Ecole Centrale de Lyon <input type="checkbox"/> INSA Lyon <input type="checkbox"/> Vetagro Sup <input type="checkbox"/> ENTPE	<input type="checkbox"/> ENSSIB <input type="checkbox"/> ENSAL <input type="checkbox"/> ENSASE <input type="checkbox"/> Institut Mines Telecom <input type="checkbox"/> Université Savoie Mont Blanc <input type="checkbox"/> IOGS Paris-Saclay
<b>Schéma des parcours</b>	La Licence professionnelle propose une formation sur 3 ans. Elle permet aux étudiant.es de se spécialiser soit dans les activités contentieuses soit dans les activités de conseil à l'issue de la 3ème année de formation.	

<b>Objectifs et finalité de la formation</b> (secteurs d'activité et métiers visés) La licence professionnelle « Activités juridiques : assistant.e juridique » vise à former des assistant. es juridiques pour des cabinets d'avocats, de notaires, des services juridiques d'entreprises ou de collectivités. A l'issue de ce bac+3, les diplômé.es pourront intégrer le monde du travail, passer le concours de greffier ou tout autre concours administratif correspondant au niveau et, pour les meilleurs, intégrer un master en droit.
---

<b>Points forts<sup>1</sup></b>	<b>Points faibles<sup>1</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'alternance permet de conjuguer théorie et pratique. Les étudiants acquièrent une expérience professionnelle concrète, ce qui les rend immédiatement opérationnels sur le marché du travail.</li> <li>• La formation allie des cours académiques en droit et des compétences professionnelles spécifiques à l'assistance juridique (rédaction d'actes, gestion de dossiers, procédures juridiques), préparant ainsi les étudiants à un large éventail de tâches.</li> <li>• L'alternance permet de développer un réseau professionnel et de souvent trouver un emploi à la fin de la formation, car l'étudiant est déjà intégré au sein d'une entreprise qui connaît ses compétences et son travail.</li> <li>• Les étudiants développent des compétences dans divers domaines juridiques (droit civil, droit des affaires, droit pénal) et sont formés à des outils bureautiques et de gestion essentiels pour leur rôle d'assistant juridique.</li> <li>• L'apprenti bénéficie de l'expérience de professionnels du droit, d'avocats, de juristes ou de notaires, ce qui enrichit sa formation et lui permet d'adopter directement les pratiques et le vocabulaire du milieu juridique.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'alternance implique de jongler entre les études et le travail en entreprise, ce qui peut être éprouvant pour certains étudiants.</li> <li>• La qualité de la formation en entreprise dépend fortement de l'employeur. Si l'entreprise ne propose pas suffisamment de missions variées ou enrichissantes, l'étudiant peut se retrouver limité dans le développement de ses compétences pratiques.</li> <li>• Les enseignants doivent gérer un grand nombre d'étudiants en alternance ; ce qui implique un suivi personnalisé à la fois en entreprise et en cours. Ce suivi peut être chronophage alourdissant leur charge de travail et demandant une organisation rigoureuse.</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>La formation est en phase avec les besoins des employeurs, offrant aux étudiants des compétences très recherchées sur le marché du travail, notamment la capacité à gérer des dossiers juridiques, rédiger des actes, organiser des consultations ou encore suivre des procédures.</li> <li>L'apprentissage permet aux étudiants de se former tout en étant rémunérés, rendant ainsi la formation plus accessible tout en acquérant une expérience valorisée dans leur CV.</li> </ul>	
<b>Opportunités<sup>1</sup></b>	<b>Menaces<sup>1</sup></b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>L'alternance permet de bénéficier d'une expérience professionnelle directe ; ce qui facilite grandement l'insertion professionnelle à la fin de la formation. Beaucoup d'étudiants se voient proposer un emploi dans l'entreprise où ils ont effectué leur alternance.</li> <li>Les diplômés peuvent travailler dans un large éventail de structures telles que des cabinets d'avocats, des études notariales, des entreprises, des tribunaux, ou des services juridiques d'organisations publiques ou privées.</li> <li>Après quelques années d'expérience, les diplômés peuvent évoluer vers des postes à responsabilités plus élevées, tels que juriste d'entreprise, responsable juridique, ou parajuriste spécialisé dans un domaine particulier du droit (droit commercial, droit des affaires, droit pénal, etc.) et éventuellement se spécialiser dans des secteurs.</li> <li>La LPAJ peut constituer un tremplin pour des études supérieures, telles qu'un master en droit ou une formation complémentaire dans des domaines spécifiques du droit.</li> <li>Les diplômés de la LPAJ possèdent des compétences transversales, telles que la gestion de documents juridiques, la maîtrise des outils bureautiques, et la capacité à gérer des tâches administratives et organisationnelles. Ces compétences sont recherchées dans de nombreux secteurs au-delà du droit, offrant ainsi des possibilités d'emploi dans des services administratifs, commerciaux, ou RH.</li> <li>La LPAJ sous cette forme (3 ans en alternance) est la seule en France.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le principal défi de l'alternance réside dans la recherche d'une entreprise d'accueil. Certaines entreprises ou cabinets juridiques peuvent être réticents à accueillir des alternants en raison des coûts, du temps de formation nécessaire ou de la charge de travail associée à l'encadrement des étudiants. Cela peut rendre l'accès à la formation difficile pour certains étudiants.</li> <li>Le domaine juridique est en constante évolution, avec de nouvelles lois, réglementations et technologies qui apparaissent régulièrement. La formation doit suivre ces évolutions. Par ailleurs, les entreprises, de plus en plus tournées vers la digitalisation (automatisation des actes juridiques, IA), peuvent également attendre des compétences spécifiques.</li> </ul>

#### Inscription de la formation dans les orientations pédagogiques et les priorités thématiques de l'établissement

Auparavant, la Licence Professionnelle Assistant Juridique (LPAJ) était dispensée en un an, après un Bac+2 en Droit (comme une licence en Droit, un DU Secrétariat Juridique (DUSJ) ou un DUT Carrière Juridique, principalement). Cependant, le DUSJ, qui alimentait la LPAJ, a été fermé par la faculté de Droit pendant la durée du contrat. Face à cela, nous avons choisi de réorganiser la formation en la transformant en un cursus de 3 ans, en alternance, en accord avec la politique de l'université de développer les formations en apprentissage. Ainsi, à la rentrée 2023, la LPAJ en 3 ans a été lancée. Cette nouvelle formation, recrutant via Parcoursup, a rencontré un grand succès, avec environ 700 candidatures pour seulement 20 places. En 2023, nous avons donc accueilli 20 apprentis. Depuis, le nombre de

<sup>1</sup> Pour rappel, 4 domaines : politique et caractérisation, organisation pédagogique, attractivité/performance et pertinence, pilotage et amélioration continue

candidatures n'a cessé d'augmenter, atteignant plus de 1000 candidatures en 2024, avec 21 apprentis accueillis à la rentrée. Pour la rentrée prochaine, nous avons déjà reçu plus de 1300 candidatures.

#### Parcours des étudiants en amont et en aval de la formation

La LPAJ s'adresse à des étudiant.es ayant obtenu un baccalauréat général ou ayant effectué une 1ère et/ ou une 2ème année de licence en droit et cherchant à se réorienter dans une filière professionnalisante. Elle est également accessible en formation continue.

A l'issue de ce bac+3, les diplômé.es pourront intégrer le monde du travail, passer le concours de greffier ou, pour les meilleurs, intégrer un master en droit.

#### Articulation et passerelles avec les formations voisines du même cycle et des cycles antérieur et/ou supérieur

Il est possible d'intégrer la licence professionnelle assistant juridique directement en 2ème ou en 3ème année, à condition de disposer d'un niveau de formation en droit correspondant. Les candidats qui ont validé un Bac+1 en droit (comme une première année de licence en droit) peuvent ainsi entrer directement en 2ème année, tandis que ceux qui possèdent un niveau Bac+2 ou équivalent peuvent postuler pour entrer directement en 3ème année. Cette flexibilité permet à des étudiants ayant déjà une solide base juridique d'accéder directement à la formation, tout en s'assurant que leurs compétences sont en adéquation avec les exigences du programme. L'admission se fait sur dossier et peut inclure un entretien pour évaluer la pertinence du parcours antérieur.

#### Evolution des intitulés de la formation (accréditée et parcours diplômants) pendant la période de référence

L'intitulé de la formation n'a pas évolué depuis la précédente évaluation. En revanche, tout le reste a changé :

- Durée de la formation : elle est passée de 1 an à 3 ans
- Maquette : elle est maintenant calquée sur celle de la licence en Droit avec des cours pratiques et professionnalisants en plus
- Statut des étudiants : tous les étudiants sont maintenant en apprentissage

#### Perspectives de restructuration envisagées pour le prochain contrat

Nous avons récemment procédé à une transformation majeure de la licence professionnelle assistant juridique, qui a ouvert ses portes en 3 ans à la rentrée 2023. Cette réorganisation de la formation a pour objectif de renforcer l'alternance et d'offrir aux étudiants une formation plus complète et mieux adaptée aux exigences du marché du travail. Ainsi, la 3ème année de ce nouveau parcours ne sera pleinement opérationnelle qu'à partir de la rentrée 2025, avec la première promotion d'étudiants inscrits en 3ème année. En raison de cette transformation récente, nous n'envisageons pas de nouvelles restructurations dans les années à venir, à part peut-être l'ouverture d'une troisième option en lien avec le contentieux en 3ème année. Nous nous concentrerons plutôt sur une amélioration continue et ajusterons, si nécessaire, quelques intitulés de cours pour mieux répondre aux évolutions du secteur juridique et aux retours des étudiants et des entreprises partenaires. Par ailleurs, un de nos principaux objectifs à court et moyen terme est de développer et diversifier les partenariats avec des entreprises, des cabinets juridiques, ainsi que des institutions publiques, afin d'offrir à nos étudiants davantage de possibilités d'alternance et de stages, et ainsi augmenter les choix possibles d'alternance et renforcer leur insertion professionnelle à l'issue de leur formation.

En effet, la Licence Professionnelle Activités Juridiques souhaite favoriser l'insertion professionnelle en amplifiant des partenariats institutionnels et des approches pragmatiques. En 2023-2024, une visite au Sénat a permis aux étudiants d'échanger avec une sénatrice sur le processus législatif. Cette année, une rencontre avec un député à l'Assemblée nationale renforcera leur compréhension du contrôle parlementaire. La LPAJ a également permis d'établir un partenariat avec le ministère des Armées et l'Université afin de faciliter l'insertion de nos étudiants alternants dans ce secteur. D'autres partenariats avec les collectivités et entreprises sont en cours d'établissement et visent à répondre aux besoins juridiques des administrations et entreprises locales. Ces initiatives renforcent l'adéquation entre formation universitaire et exigences professionnelles et facilitent également l'insertion professionnelle de nos étudiants.